



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
477, boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 14/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

S.A.R.L. CARRIERE DE CONDE

73 route de Saint-Lô
50890 Condé-sur-Vire

Références : 2023.407
Code AIOT : 0005301756

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement S.A.R.L. CARRIERE DE CONDE implanté Le Pré 73 route de Saint-Lô 50890 Condé-sur-Vire. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.R.L. CARRIERE DE CONDE
- Le Pré 73 route de Saint-Lô 50890 Condé-sur-Vire
- Code AIOT : 0005301756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Carrière de Condé est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de schistes, une installation de traitement de matériaux et une station de transit de produits minéraux ou de

déchets non dangereux inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection générale ;
- modalités d'exploitation ;
- suivis environnementaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 16.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 16.1	/	Sans objet
4	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 16.3.2	/	Sans objet
5	Limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 21	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 22	/	Sans objet
7	Pollution des sols et des eaux	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 29	/	Sans objet
8	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 29	/	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter de la carrière de Condé prévoit le maintien d'un conservatoire de plantes messicoles à l'Est de la carrière. Cette prescription provient des propositions faites par l'exploitant dans le cadre de son étude d'impact. Des précisions sont attendues concernant le labourage ayant été effectué sur cette bande de terrain ainsi que sur le suivi floristique qui y est mené.

Les mesures des retombées de poussières dans l'environnement actuellement réalisées par l'exploitant sont insuffisantes. Un plan de surveillance des émissions, dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières, doit être établi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 12
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter et ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• les bords de la fouille,• les courbes de niveau,• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,...),• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,• les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins, séparateur d'hydrocarbures,...),• la pente maximale des pistes de circulation des véhicules et des engins,• la zone de transit des matériaux,• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs. [...] Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement — unité départementale de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le 31 mai 2023, ce plan a pu être consulté dans le cadre de l'inspection, néanmoins, l'exploitant de la carrière de Condé ne transmet pas celui-ci à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie de façon annuelle tel que prévu par son arrêté préfectoral. Aucun plan n'a été reçu depuis l'année 2016.
Observations : L'exploitant transmettra, au moins une fois par an, le plan d'exploitation mis à jour de sa carrière. Cet envoi peut être électronique (ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : 477, boulevard de la Dollée BP 70271 50001 Saint-Lô Cedex. Le plan d'exploitation, mis à jour pour l'année 2023, sera transmis sous 3 mois à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 16.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 16.1 - Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, les types de déchets admissibles, et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le 31 mai 2023, l'inspection a pu constater la présence, sur les voies d'accès à la zone de transit ainsi qu'à la carrière, des panneaux indiquant les informations prévues par son arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 16.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la biocénose et les habitats naturels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 16.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation " [...] Conservatoire de plantes messicoles Une bande de terrain de largeur minimale de 5 mètres et d'une longueur minimale de 50 mètres doit être conservée sur la bordure externe de la bande inexploitée réglementaire de 10 mètres à l'Est de la carrière." <u>Extrait l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale de 2016 - Partie VII.1.3.1</u> "Les terrains objet de la demande abritent, en bordure de la parcelle cultivée, une plante annuelle estimée « rare » au niveau régional : le Petite Brize (cf. carte des espèces et habitats d'intérêt patrimonial). Nous proposons de conserver en l'état la bordure sud-est de la parcelle cultivée, bordure sur laquelle la Petite Brize a été observée. Cependant, le maintien et le développement de cette espèce nécessitera un remaniement annuel des terrains. Celui-ci sera réalisé par un travail superficiel du sol (sans labour profond) à l'aide d'une machine de type Chisels (cf. vue ci-contre), en automne. Une bande de terrain d'une largeur minimale de 5 m et d'une longueur minimale de 50 m sera

conservée sur la bordure externe de la bande inexploitée réglementaire de 10 m, au contact de la voie communale (cf. carte des mesures de protection).

Cette bande ne fera l'objet d'aucun autre traitement agricole que le retournement mécanique de la partie superficielle du sol (aucun semis, ni amendement, ni traitements phytosanitaires).

Cette mesure sera mise en place dès la première phase quinquennale d'exploitation. A cette phase de l'exploitation et en l'absence de merlon périphérique de protection, la bande pourra s'étendre sur toute la bordure Est de la parcelle, soit sur un linéaire d'environ 150 m et une surface d'environ 750 m². Mais à partir de la quatrième phase quinquennale, la place laissée libre par ce merlon sur la bordure de la parcelle se limitera à environ 50 m.

Un suivi floristique permettra de vérifier l'efficacité de cette mesure sur le peuplement de Petite Brize et, de façon plus générale, sur les populations de plantes messicoles susceptibles de coloniser ce milieu. Il s'agira de relevés phytosociologiques réalisés sur la bande de protection. Un seul relevé annuel sera nécessaire, au printemps. La fréquence du suivi sera bisannuelle (tous les deux ans) durant toute la période autorisée.

Un rapport détaillé sera rédigé à chaque visite et adressé à la société BOUTTÉ TP. Il contiendra au minimum la méthode d'échantillonnage, la liste des espèces observées, une carte des populations d'espèces d'intérêt patrimonial recensées et une analyse de l'évolution des peuplements de plantes adventices.

Constats : Le 31 mai 2023, l'inspection a pu constater que la bande de terrain de largeur minimale de 5 mètres et d'une longueur minimale de 50 mètres devant être conservée pour le conservatoire de plantes messicoles avait été labouré. Aucun pied de Petite Brize, ni aucune autre plante, n'a été observé.

Observations : L'exploitant précisera si le labour constaté le 31 mai 2023 correspond à un travail superficiel du sol (sans labour profond) à l'aide d'une machine de type Chisels tel que prévu par son étude d'impact et si celui-ci a bien été réalisé en automne.

L'exploitant transmettra, sous 3 mois, le dernier rapport détaillé du suivi floristique de ce conservatoire de plantes messicoles contenant au minimum la méthode d'échantillonnage, la liste des espèces observées, une carte des populations d'espèces d'intérêt patrimonial recensées et une analyse de l'évolution des peuplements de plantes adventices.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 16.3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 16.3.2 - La protection vis-à-vis de l'impact paysager et visuel : L'exploitant met en place tout aménagement paysagé sous forme de merlon périphérique et de haie arbustive permettant de réduire les impacts visuels et sonores sur les habitations riveraines. L'exploitant doit conserver les haies et végétations arbustives existantes, notamment le merlon de protection en périphérie Est et Sud du site actuel et prendre les mesures citées à l'article 16.3.1. Au fur et à mesure de l'avancée des opérations d'exploitation le décapage de la terre végétale doit être mis en cordon à la périphérie de la zone d'extraction sur une hauteur de 2 mètres (en attente de reprise pour la remise en état du site)
Constats : Le 31 mai 2023, l'inspection a contrôlé par sondage le périmètre de l'autorisation de la carrière de Condé. Un merlon périphérique et des haies arbustives permettent de réduire les impacts visuels et sonores sur les habitations riveraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Limite des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 21
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, une bande de protection inexploitée supplémentaire de 10 mètres doit être conservée entre le boisement et la fosse d'exploitation conformément à l'article 16.3.1.
Constats : Le 31 mai 2023, l'inspection a contrôlé les bords des excavations de la carrière. Ceux-ci sont bien tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. De plus, une bande de protection inexploitée supplémentaire de 10 mètres est bien conservée entre le boisement et la fosse d'exploitation conformément à l'article 16.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 22
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes : 22.1 - L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs. 22.2 - Les gradins ont une hauteur unitaire de 15 mètres maximum. Leur nombre est limité à 4. La carrière est exploitée jusqu'à la côte minimale de + 30 m NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale : <ul style="list-style-type: none">• à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas,• à 3 mètres en fin d'exploitation.
Constats : Le 31 mai 2023, l'inspection a contrôlé les conditions d'exploitation de la carrière. L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs. L'exploitant réalise, en moyenne, un tir d'explosif par an. Les inspecteurs ont constaté la présence d'un seul gradin dont la hauteur ne dépasse pas les 15 mètres, que la largeur de la banquette horizontale est respectée et enfin, que la carrière est actuellement exploitée à la côte +75 m NGF, soit bien au delà de la côte minimale de + 30 m NGF prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 29
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'entretien et le lavage des engins de chantier sont interdits dans l'emprise de la carrière.</p> <p>Aucun stockage de carburant n'est autorisé sur le site.</p> <p>Le ravitaillement des engins en carburant est réalisé en bord à bord avec un camion citerne à proximité du pont bascule (sauf pour les engins sur chenilles où le ravitaillement est réalisé à l'emplacement des engins) selon une procédure écrite qui précise les mesures de prévention des pollutions accidentelles (en particulier couverture absorbante sous le réservoir, mise à disposition d'un kit antipollution au niveau de la bascule ou de l'emplacement des engins sur chenilles, présence obligatoire du conducteur d'engin pendant le remplissage des réservoirs...).</p>
<p>Constats : Le 31 mai 2023, l'exploitant a indiqué que l'entretien et le lavage des engins de chantier ne sont pas réalisés dans l'emprise de la carrière, mais sur un autre site du groupe. Le jour de l'inspection, aucune de ces activités n'a été constatée sur le site de la carrière.</p> <p>Aucun stockage de carburant n'a été constaté par l'inspection sur le site de la carrière.</p> <p>Une procédure écrite précise effectivement les mesures de prévention des pollutions à mettre en œuvre lorsque le ravitaillement des engins en carburant est réalisé en bord à bord avec un camion citerne. Celle-ci prévoit notamment la mise en place, sous le réservoir, d'un récipient permettant de récupérer le surplus de carburant pouvant déborder ainsi qu'un feutre ou un bac de rétention souple sur le sol. Elle prévoit également la présence du chauffeur durant la totalité du dépotage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 29
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;• le débit maximal est de 1 500 m³/j (ce débit de rejet doit être garanti même en cas de phénomènes pluvieux importants) ;• la température est inférieure à 30°C ;• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/L ;• les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l. <p>[...]</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant met en place un suivi permettant d'évaluer les débits journaliers d'eaux rejetées. Les eaux rejetées au point identifié ci-dessus font l'objet d'une analyse semestrielle portant sur les paramètres pH, MEST, DCO, Hydrocarbures totaux pratiquée sur un prélèvement ponctuel.</p>
Constats : Le 31 mai 2023, l'inspection a contrôlé les rapports d'analyses des deux derniers contrôles semestriels des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces rapports ont été réalisés suite aux prélèvements du 23/11/2022 et du 23/05/2023.
L'ensemble des paramètres analysés, pour ces eaux rejetées dans le milieu naturel, sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] 19.5. - Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

[...]

19.8. - Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

19.9. - Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière de Condé prévoit une production maximale annuelle de 180 000 tonnes, ainsi l'exploitant doit mettre en œuvre un plan de surveillance des émissions de poussières.

Le 31 mai 2023, l'exploitant a indiqué faire réaliser des mesures des retombées de poussières dans l'environnement. L'inspection a contrôlé le dernier rapport qui fait référence à la campagne de mesure du 16 janvier au 8 février 2023. Les résultats d'analyse sont bien en deçà de l'objectif à ne pas dépasser de 500 mg/m²/jour définie à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

<p>Cependant, plusieurs problèmes ont été relevés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la méthode employée pour réaliser ces mesures est la méthode des plaquettes de dépôts alors que le suivi des retombées atmosphériques totales devrait être assuré par des jauges de retombées (selon la norme NF X 43-014 de 2017) ; - l'analyse du registre du suivi fait apparaître que les périodicités de mesures de retombées de poussières ne sont pas conformes à celles prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière. Ce registre fait état d'une seule campagne de prélèvement en 2022, aucune en 2021, deux en 2020 et aucune en 2019 ; - l'absence des enregistrements, fait par une station de mesures sur le site ou via un abonnement à des données corrigées, relatifs à la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie ; - l'absence de bilan annuel qui doit être établi et transmis à l'inspection des installations classées.
<p>Observations : L'exploitant établira, sous 3 mois, un plan de surveillance des émissions de poussières dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation de carrières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2016, article 31
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>31.1 - L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas être à l'origine de niveaux de bruit et d'émergence supérieurs aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous :</p> <p>Niveaux limites admissibles de bruit en limite de propriété :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limite sud en direction des Fets : 60 dB(A) - Autres limites du périmètre : 65 dB(A) <p>Émergence maximale dans les ZER : 5dB(A) ou 6 dB(A)</p> <p>Si le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement est supérieure à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A), l'émergence maximale est 6 dB(A).</p> <p>Si le niveau de bruit ambiant excède 45 dB(A), l'émergence maximale est 5 dB(A).</p> <p>31.4 - Un contrôle des niveaux sonores est effectué au début de chaque nouvelle phase pour laquelle les fronts de taille se rapprochent des habitations et a minima tous les 3 ans. Les emplacements des mesures doivent être choisis en accord avec l'inspection des installations classées. Ils doivent permettre de contrôler le respect du niveau limite de bruit en dB(A) et des émergences dans les ZER.</p>
<p>Constats : Le 31 mai 2023, l'inspection a examiné le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores de la carrière de Condé. Celui-ci date du 17/11/2020 et conclut que le niveau de bruit mesuré en limite de propriété respecte le seuil réglementaire et que les émergences sonores mesurées dans les ZER sont également conformes aux seuils réglementaires fixés par l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet